

Dernier round pour le Pacte

■ Le groupe central qui chapeaute le Pacte d'excellence s'est réuni "au finish" ce mardi.

Après deux ans de discussions, d'évaluations et de négociations, le groupe central qui chapeaute le Pacte pour un enseignement d'excellence se rassemblait "au finish" et pour la dernière fois ce mardi.

Rassurer les syndicats

L'objectif de cet ultime tour de table – qui n'était pas terminé à l'heure de boucler cette édition – était celui de finaliser un avis définitif sur les réformes à appliquer à l'école francophone. Un avis qui sera envoyé au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le défi, que se devait cependant de relever le groupe central avant de rédiger ses conclusions, était de rassurer les syndicats. Le mois dernier, en effet, ceux-ci, après avoir consulté leurs affiliés, avaient adressé un "non, mais" au Pacte. Ils se disaient prêts à poursuivre les négociations si et seulement si plusieurs de leurs revendications étaient prises en considérations.

Au menu de ces revendications, trois points sortaient principalement du lot.

Les syndicats voulaient ainsi que soit revue la charge globale de travail des enseignants. Ils exigeaient par exemple

que les heures passées en conseil de classe soient intégrées au nombre d'heures qui devront être consacrées au travail collectif.

Une deuxième exigence était que soit éclairci le système d'évaluation des enseignants. Et surtout les sanctions qui pourraient en découler.

Ils attendaient enfin, à l'instar d'autres acteurs, un phasage plus précis de la réforme, et une évaluation budgétaire, pour qu'elle n'engendre pas, entre autres conséquences, d'éventuelles pertes d'emploi.

Vers un "oui mais"

Ce mardi soir, l'heure était encore au suspense. Les syndicats claqueraient-ils ou non définitivement la porte du Pacte? Difficile à prévoir. Ils semblent vouloir autant ménager leurs affiliés (très sceptiques face au Pacte) que ménager leur image à l'extérieur (un non définitif serait mal considéré, tant une réforme de l'enseignement est vue comme indispensable).

Deux scénarios circulaient hier soir. Le premier est optimiste : les syndicats transforment leur "non mais" du mois dernier en un prudent "oui mais" qui permettrait d'avancer dans la réforme. Le second l'est moins : faute d'accord, ils renvoient la balle au gouvernement, en demandant de trancher les désaccords survenus au groupe central.

BdO